

Le Plan Nixon nous rappelle fort à propos que les États-Unis ne peuvent plus se permettre de prendre plus que leur juste part du fardeau de la sécurité et de la prospérité matérielle du monde. Cette position est juste et acceptable. Mais, par ailleurs, et pour leur propre bien, les États-Unis ne peuvent refuser, puisque cet honneur leur revient, de prendre la tête du mouvement d'assainissement du système monétaire et des accords de commerce internationaux dont le monde a tellement besoin. Ni la Communauté économique européenne en voie d'expansion ni le Japon ne peuvent non plus se dérober à ce devoir. Les accords les plus acceptables seront conclus après des consultations multilatérales libres et exhaustives et non par le moyen d'ultimatums et de confrontations. Ces consultations doivent viser à élargir encore et à libéraliser les conditions du commerce mondial et non à les restreindre; elles ne connaîtront d'ailleurs le succès que si telle est la volonté de toutes les grandes puissances économiques. Le Canada se servira de toutes les occasions et de tous les instruments possibles pour que ces consultations soient mises en train. Nous travaillerons avec les États-Unis et avec nos autres partenaires pour nous assurer que ces consultations soient d'une grande ampleur et d'une grande portée, qu'elles traitent réellement des problèmes qui nous pressent et qu'elles posent les fondements solides d'une nouvelle ère de croissance économique aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement.

S/C